

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MARS 1928

Projet de loi sur les pouvoirs des présidents des tribunaux

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le gouvernement a l'honneur de vous soumettre un projet de loi étendant les pouvoirs des présidents des tribunaux. Il s'agit des procédures en référé et des procédures sur requête. Le texte du projet est l'œuvre du comité permanent du conseil de législation. Je ne puis mieux faire, pour le justifier et pour préciser sa portée, que de me référer au commentaire ci-joint, complet et autorisé, du comité permanent.

Ce projet de loi et celui sur la saisie conservatoire et l'exécution forcée, que je dépose en même temps, absorbent la matière de la proposition de loi relative à la procédure sur requête et en matière de saisie, qui fait l'objet du document n° 233 du 9 juin 1927 de la Chambre des Représentants.

Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON.

NOTE**du Comité permanent du Conseil de Législation***A. — Ordonnance de référé*

C'est surtout par l'élargissement des pouvoirs du juge des référés que le Comité permanent a voulu combler les lacunes de la législation actuelle.

Par les articles 11 et 12^{bis} de la loi du 12 mars 1876 sur la compétence en matière civile, 806 à 811 du code de procédure civile, le législateur a organisé une procédure fort rapide qui permet, en cas d'urgence, d'obtenir en peu de jours, au besoin en quelques heures, des mesures provisoires qui préservent et garantissent les droits menacés. Ces mesures sont édictées « sans préjudice au principal », c'est-à-dire que, dépourvues de la force de chose jugée, les décisions du président du tribunal, juge des référés, ne s'imposent pas au juge ordinaire, qui est le tribunal et la cour d'appel. Elles ne sont que provisoires, et le juge ordinaire n'est pas tenu de les respecter ou de les maintenir, s'il les juge inutiles ou inopportunes.

Aussi le juge des référés se montre-t-il, en général, fort circonspect dans l'octroi de ses ordonnances, crainte de dépasser les limites, assez indécises, de son pouvoir. Il arrive ainsi que les mesures les plus utiles et les plus efficaces paraissent hors de sa compétence au grand dommage des plaideurs et de leurs droits : nomination de séquestres, expertises aux fins de constater et d'évaluer des dommages dont la preuve peut dépérir, audition de témoins en danger de mourir ou au point de partir pour un lointain voyage, etc...

L'objet de l'article 1^{er} est de lever tout doute sur le droit du juge des référés d'ordonner ces mesures en cas d'urgence, tout en disposant que, ne portant aucun préjudice au principal, le tribunal saisi du fond du litige n'y aura égard que dans la mesure qu'il jugera convenir.

B. — Ordonnances sur requête

Le président du tribunal de première instance statue aujourd'hui sans contradiction et sur simple requête de la partie intéressée, dans les cas que la loi spécifie et en vertu de dispositions dispersées dans le code de procédure et les lois spéciales. Ce pouvoir ne peut être étendu à des cas ou à des mesures que la loi n'a pas expressément prévus.

Une extension des pouvoirs du président à d'autres mesures urgentes paraît souhaitable et conforme aux exigences de la pratique. C'est ainsi qu'en France, on a pu prendre texte des mots « ou autres mesures urgentes », insérés à l'article 54 du décret du 30 mars 1808, pour autoriser le président à prendre, en cas d'urgence, toutes mesures quelconques non prévues par la loi et en toutes matières. On y a vu des présidents exercer ce pouvoir d'une manière fort inattendue, y puiser des attributions discrétionnaires et illimitées et, par exemple, ordonner sur requête le constat d'adultère, la réintégration de la femme mariée au domicile conjugal, etc...

La jurisprudence belge a eu la sagesse de se refuser à interpréter avec tant de

hardiesse le décret du 30 mars 1808. Mais la nécessité d'étendre les pouvoirs du président en est apparue d'autant plus pressante.

Deux méthodes sont au choix du législateur. Il peut, comme l'y invite le projet de MM. Pouillet et consorts, conférer au président du tribunal, tout au moins dans les limites des attributions du tribunal, le droit d'ordonner, sous réserve d'une opposition sur le mérite de laquelle ce magistrat statuera lui-même, tous « actes d'administration, d'instruction, d'exécution et autres » l'investissant ainsi d'un pouvoir discrétionnaire et presque illimité.

Il peut aussi, suivant la tradition de nos lois, chercher dans les leçons de l'expérience et de la pratique judiciaire les cas et les mesures auxquels il convient d'étendre les pouvoirs du président et les fixer par une énumération limitative.

De ces deux méthodes, le Comité permanent n'a pas hésité à condamner la première. Il s'est souvenu du précepte de Machiavel qui recommande à celui qui organise la cité et en ordonne les lois de considérer que les hommes ne sont pas bons et qu'il leur est mauvais d'être investis d'une autorité trop étendue. Si grand que soit le savoir des hommes, si hautes leur sagesse et leur modération, il peut suffire qu'on leur confère des pouvoirs sans limite pour voir apparaître, par quelque fiure du caractère, les défauts inhérents à l'humaine condition.

Nos lois n'ont jamais méconnu ces vérités et nos institutions font voir que le Belge, ombrageux envers l'autorité, n'aime pas les pouvoirs sans frein ou mal définis. L'article 78 de la Constitution restreint les pouvoirs du Roi à ceux que lui accordent formellement la Constitution et les lois, et aucun acte du pouvoir exécutif ne vaut qu'à la condition de s'appuyer sur une loi qui l'y autorise. Les pouvoirs si étendus du juge d'instruction ne se meuvent que dans les limites tracées par les textes, et les réformes de la procédure en matière répressive tendent toutes à restreindre ces pouvoirs et à les enserrer dans des limites plus précises. Et, lorsque naguère, sous la terreur d'une catastrophe imminente, la loi du 16 juillet 1926, dite des pleins pouvoirs, enjoignit au Gouvernement de procéder par des mesures extraordinaires au relèvement financier, elle prit soin d'énumérer limitativement les attributions nouvelles qu'elle conférerait au pouvoir exécutif.

Ainsi, pour grande que soit la confiance qu'il fait à la magistrature, le sentiment public craindrait-il que, par le malheur des temps, il n'arrive que les pouvoirs du président du tribunal, maniés aujourd'hui avec tant de sagesse et de prudence, tombent un jour à des mains moins habiles à les exercer.

C'est pourquoi le Comité permanent s'écartant de la méthode préférée par le projet de MM. Pouillet et consorts, a énuméré limitativement dans l'article 11 les attributions nouvelles qu'il propose de conférer aux présidents et dont il n'a exclu aucune de celles dont une jurisprudence plus que séculaire lui a, tant en France qu'en Belgique, signalé l'utilité. Il peut se faire, certes, que quelque hypothèse ait échappé aux prévisions du Comité permanent, mais il ne faudrait pas que, pour combler une lacune toute théorique ou conjecturale, on fit naître une sorte de nouveau droit prétorien et que l'on ouvrit l'humeur contentieuse des plaideurs un champ d'expérience illimité.

Il serait vain de croire, avec le projet Pouillet, qu'on aurait mis un frein ou une limite au pouvoir discrétionnaire du président quand on aurait disposé que les mesures ordonnées par lui ne pourraient « porter préjudice aux droits d'une partie non appelée ».

La formule paraît fâcheuse. On ne voit pas d'abord pourquoi les droits de la partie non appelée seraient plus respectables que ceux de la partie appelée, et

L'on peut se demander si ces derniers demeurent sans protection et si le président est autorisé à les enfreindre.

Mais, quoi qu'il en soit, la barrière qu'on semble ériger ainsi contre l'arbitraire du président est purement verbale, et le respect des « droits de la partie non appelée » dissimule à peine sous un sophisme spécieux un absolutisme sans frein ni contrepoids.

Les « droits de la partie non appelée », comme d'ailleurs les droits de la partie appelée, ne sont jamais des droits absolus. Dans notre régime juridique les droits individuels sont tous bornés par la loi même ; ils ne se meuvent et ne s'exercent que dans les limites tracées par elle. Que l'on accorde au président du tribunal le droit de prendre et d'ordonner toutes mesures utiles, et aussitôt les droits individuels se trouveront restreints dans la mesure des ordonnances que le président aura jugé bon de rendre en vertu de la loi. En d'autres mots, pourvu qu'elles soient régulières en la forme, jamais ces ordonnances ne porteront atteinte à un droit, puisque, portées en vertu de la loi même, leur premier effet légal serait de restreindre l'exercice des droits avec lesquels elles entreraient en contact.

Le projet de MM. Pouillet et consorts ne met qu'un seul frein au pouvoir absolu du président, c'est le droit de la partie lésée de demander au magistrat même qui l'a rendue le retrait ou la revision de son ordonnance. C'est une garantie, certes, qui à son prix, mais dont il convient de ne pas exagérer la valeur. Celle-ci variera avec le degré de sagesse, de modération, d'égalité d'âme du magistrat, avec la facilité par laquelle, rejetant les suggestions de l'amour-propre, il pourra reconnaître publiquement l'erreur d'une première ordonnance. Toujours on préférera à cette garantie celles que donnent des limites posées par la loi même à des attributions aussi étendues.

En résumé, le pouvoir que le projet veut accorder au président d'ordonner sur requête tous « actes d'administration, d'instruction, d'exécution et autres », loin de marquer un progrès dans l'évolution de la procédure civile, ne vise à rien de moins qu'à supprimer la plupart des garanties lentement édifiées, à travers les âges, pour la sauvegarde des droits des plaideurs.

En effet, le progrès des institutions, tant du droit privé que du droit public, a toujours tendu à substituer à l'arbitraire des hommes le pouvoir de la loi. Spécialement, le progrès de la procédure civile vise à consacrer le droit du citoyen de n'être contraint par les voies judiciaires que dans les cas prévus par la loi et après avoir été entendu en ses moyens de défense.

Par une réaction surprenante, la réforme projetée ferait reculer la procédure civile de plusieurs siècles, en préférant l'arbitraire du juge au pouvoir de la loi et en permettant aux présidents des tribunaux de faire subir au justiciable des mesures de contrainte, sans qu'il ait pu se défendre.

*
*
*

Le développement donné par le projet du Comité permanent aux attributions des présidents exige la création d'un nouveau titre du code de procédure civile sous l'intitulé « Des ordonnances sur requête » et d'une série d'articles à y insérer après l'article 906.

Il est dit ci-dessus qu'aujourd'hui les présidents statuent, sans contradiction et sur simple requête de la partie intéressée, dans les cas que la loi spécifie et en vertu de dispositions dispersées dans le code de procédure civile et les lois spéciales. C'est une première catégorie d'ordonnances dont le projet n'a pas à

s'occuper expressément et qui comprend, parmi beaucoup d'autres, les autorisations de saisir. Le projet du Comité permanent y a ajouté trois catégories nouvelles.

L'article 906² organise d'abord une catégorie des plus importante en permettant au président du tribunal, juge des référés, statuant tant selon les articles 11 et 12bis de la loi sur la compétence qu'en vertu des pouvoirs plus étendus que l'article 1 du projet du Comité permanent propose de lui conférer, de statuer sur simple requête « lorsque l'urgence ou la nature de la mesure sollicitée sont telles qu'une ordonnance de référé ne puisse être utilement délivrée ».

Fort efficace à bien des égards, la procédure des référés manque parfois son but. Cette procédure étant contradictoire, la partie adverse est toujours avisée de la mesure que l'on projette de prendre contre elle, et il arrive que l'éveil donné à cette partie par l'assignation en référé a pour effet de rendre vaine la mesure ordonnée ou d'en compromettre l'efficacité : le détenteur d'un objet à saisir peut le faire disparaître; le gardien des lieux litigieux peut en modifier l'aspect.

Le danger de cette procédure insolite et dont les circonstances exceptionnelles peuvent seules justifier l'emploi, est atténué par la procédure de l'opposition dont il sera question ci-après.

Un seul genre de mesure, est excepté par l'alinéa 2 de l'article 906². Ce sont celles qui tendent à obtenir la communication de papiers ou documents de toute nature. Il a semblé dangereux de laisser ordonner, sans que la partie adverse soit d'abord entendue, de pareilles mesures qui peuvent causer un préjudice irréparable. Il serait trop facile au plaideur peu scrupuleux d'obtenir, sur un exposé inexact ou incomplet, la communication d'une pièce qui doit faire preuve contre la partie adverse et de violer ainsi une règle fondamentale de notre procédure suivant laquelle *nemo tenetur odere contra se*.

Une troisième catégorie d'ordonnances sur requête est créée par l'article 906³ pour permettre aux présidents des cours et tribunaux et, le cas échéant, aux juges de paix, de faire, sur requêtes, certaines nominations qui ne peuvent être faites aujourd'hui que par la cour ou le tribunal, et qui exigent la prononciation d'un jugement dûment levé et signifié.

Une quatrième catégorie d'ordonnances, créée par l'article 906⁴ permet aux présidents des tribunaux de première instance d'ordonner des mesures provisoires et de délivrer des autorisations dans des cas où il est requis aujourd'hui de mouvoir une procédure contradictoire terminée par un jugement levé et signifié. Ces ordonnances sont rendues « sans préjudice au principal », en ce sens que rien n'est changé au droit qu'aurait le juge ordinaire de statuer aux mêmes fins, s'il convenait aux parties de porter leurs demandes devant lui par la voie de l'assignation. Les décisions du juge ordinaire seraient rendues, en ce cas, sans égard aux ordonnances du président.

L'article 906⁵ étend à toutes les entreprises commerciales une mesure déjà en vigueur pour les sociétés en commandite simple, en vertu de l'article 25 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Cet article 25 doit donc être abrogé.

*
* * *

La procédure des ordonnances sur requête, telle que le code de procédure civile l'a faite, a le défaut de n'être pas contradictoire et d'exposer le juge à l'erreur, lorsque, par un exposé tendancieux, le requérant a pu surprendre sa religion. C'est pourquoi le projet du Comité permanent suivant en ce point les sug-

gestions du projet de MM. Pouillet et consorts, organise un recours contre ces ordonnances, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, à l'exception toutefois de celles pour lesquelles la loi a écarté expressément toutes voies de recours (loi du 15 août 1834, articles 7, 38, 40, 83 ; loi du 16 mai 1900, article 5 ; loi du 25 août 1891, article 8, etc...) ou prévu spécialement un recours.

L'opposition est ouverte à tous intéressés et se fait par la voie du référé devant le juge qui a rendu l'ordonnance. Sur cette procédure contradictoire ce juge peut retirer son ordonnance ou la reviser. Si ce magistrat est le juge de paix, comme il arrive notamment en matière de saisie foraine et de saisie-gagerie, il est saisi par citation.

L'opposition doit être faite dans le délai que prévoit l'article 906 ¹, alinéa 3. Ce délai peut, néanmoins, être prolongé en cas de découverte d'une pièce nouvelle qui renverse la situation juridique sur le fondement de laquelle l'ordonnance a été rendue. Telle l'ordonnance d'envoi en possession d'un légataire universel : elle doit pouvoir être rétractée en cas de découverte d'un testament postérieur qui révoque le legs universel.

Les ordonnances ainsi délivrées sur opposition ne sont pas sujettes à appel. Rendues aujourd'hui sans aucun recours, les ordonnances sur requête sont désormais sujettes à opposition : il a paru superflu de créer deux voies de recours superposées. Mais il va de soi qu'il en est autrement pour les ordonnances en matière de référé, prévues à l'article 906 ².

L'ordonnance contradictoire, rendue en ce cas sur opposition, demeure soumise aux voies de recours ordinaires, rien n'étant innové à cet égard.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MAART 1928.

Wetsontwerp

betreffende de bevoegdheden van de Voorzitters
der Rechtbanken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft de eer U een wetsontwerp voor te leggen waarbij de bevoegdheid van de voorzitters der rechtbanken uitgebreid wordt. Het betreft de rechtspleging in kortgeding en de rechtspleging op verzoekschrift. De tekst van het ontwerp werd opgemaakt door het bestendig comitee van den raad voor wetgeving. Om het ontwerp te wettigen, om de strekking en beteekenis er van nader te omschrijven, kan ik niet beter doen dan te verwijzen naar de hierbijgevoegde, volledige en gezaghebbende toelichting van het bestendig comitee.

Dit wetsontwerp en het wetsontwerp betreffende het conservatoir beslag en de gedwongen tenuitvoerlegging, dat ik terzelfdertijd ter tafel leg, regelen de zaken behandeld in het wetsvoorstel betreffende de rechtspleging op verzoekschrift en in zake van beslag (bescheid n^o 233 van 9 Juni 1927 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers).

De Minister van Justitie.

P. JANSON.

NOTA

van het Raadgevend Comité van den Raad voor Wetgeving.

A. — *Bevelschriften in kort geding.*

Het is vooral door het uitbreiden van de bevoegdheid van den rechter in kort geding dat het Bestendig Comité de leemten van de huidige wetgeving heeft willen aanvullen.

Bij de artikelen 11 en 12^{bis} der wet van 25 Maart 1876 betreffende de bevoegdheid in burgerlijke zaken, 806 tot 811 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, heeft de wetgever een zeer snelle rechtspleging ingericht, waardoor het mogelijk wordt in spoedeisende gevallen, na enkele dagen reeds en zoo noodig na enkele uren voorloopige maatregelen te bekomen, tot het vrijwaren en waarborgen van bedreigde rechten. Die maatregelen worden uitgevaardigd « zonder nadeel aan de zaak ten principale » d. w. z. dat de beslissingen van den voorzitter der rechtbank, rechter in kort geding, daar zij niet voorzien zijn van de kracht van gewijsde, zich aan den gewonen rechter d. i. aan de rechtbank of aan het hof van beroep niet opdringen. Zij zijn slechts van voorloopigen aard en de gewone rechter is niet verplicht ze te eerbiedigen of te handhaven, indien hij oordeelt dat zij nutteloos of ongewenscht zijn.

De rechter in kort geding is, over het algemeen, dan ook zeer omzichtig bij het verleenen zijner bevelschriften, uit vrees dat hij de vrij onduidelijke grenzen van zijn bevoegdheid zou kunnen te buitengaan. Zoo gebeurt het, dat uiterst nuttige en doeltreffende maatregelen buiten zijn bevoegdheid schijnen te zijn, tot groot nadeel van de pleiters en van hun rechten, zooals b.v. de benoeming van sequesters, onderzoekingen door deskundigen tot het vaststellen en schatten van schade, waarvan het bewijs kan vergaan, het hooren van getuigen die in doodsgevaar verkeerden of op het punt zijn een verre reis te ondernemen, enz.

Artikel 1 heeft ten doel allen twijfel op te heffen omtrent het recht van den rechter in kort geding om, in spoedeisende gevallen, die maatregelen voor te schrijven, met dien verstande dat dit geschiedt zonder nadeel aan de zaak ten principale en dat de rechtbank bij dewelke de zaak zelf aanhangig is gemaakt, de genomen maatregelen slechts zal in acht nemen in zoover hij het gepast acht.

B. *Bevelschriften op verzoek.*

De voorzitter van de rechtbank van 1^{sten} aanleg doet thans uitspraak zonder tegenspraak en op gewoon verzoekschrift van de betrokken partij, in de bij de wet bepaalde gevallen en krachtens de bepalingen die in het Wetboek van rechtsvordering en in de bijzondere wetten verspreid liggen. Die bevoegdheid mag niet uitgebreid worden tot gevallen of tot maatregelen die door de wet niet uitdrukkelijk werden voorzien.

Een uitbreiding van de bevoegdheid van den voorzitter tot andere dringende maatregelen komt wenschelijk voor en strookt ten andere met de eischen van de praktijk. Aldus heeft men zich in Frankrijk kunnen steunen op de bij artikel 54

van het decreet van 30 Maart 1808 ingevoegde woorden « ou autres mesures urgentes » om den voorzitter er toe te machtigen, in spoedeischede gevallen, alle welkdanige maatregelen te treffen die de wet niet voorziet, en wel in alle zaken. Het is voorgekomen dat voorzitters die bevoegdheid op een zeer onverwachte wijze uitoefenden, er een vrije en onbeperkte macht in gingen putten en bijvoorbeeld op verzoekschrift gelastten het overspel, den terugkeer van de gehuwde vrouw in de echtelijke woning, te constateeren, enz.

De Belgische rechtspraak heeft er zich wijselijk van onthouden aan het decreet van 30 Maart 1808 een zoo gewaagde toepassing te geven. Maar de noodzakelijkheid om de bevoegdheid van den voorzitter uit te breiden, is er des te dringender door gebleken.

De wetgever heeft de keus tusschen twee methodes. Hij kan, — zooals in het ontwerp van de HH. Pouillet en consorten wordt voorgesteld, — althans binnen de perken van de bevoegdheid der rechtbank, aan den voorzitter van de rechtbank het recht verleen en om, onder voorbehoud van een verzet over welker waarde voornoemde magistraat zelf beslist, al de « daden van beheer, van onderzoek, van uitvoering en andere » te gelasten en hem aldus met een vrije en bijna onbeperkte bevoegdheid bekleeden.

Hij kan eveneens, volgens de traditie van onze wetten, in de lessen van de ondervinding en van de rechterlijke praktijk, de gevallen en de maatregelen opsporen tot dewelke de bevoegdheid van den voorzitter dient uitgebreid en ze in een beperkende opsomming bepalen.

Van die beide methodes aarzelde het Bestendig comiteit niet de eerste te veroordeelen. Het herinnerde zich het voorschrift van Machiavel dat aan hem die een stad inricht en er de wet maakt, den raad geeft in overweging te nemen dat de menschen niet goed zijn en dat het hun ten kwade komt met een te uitgebreid gezag bekleed te zijn. Hoe geleerd ook de menschen zijn, hoe groot ook hun wijsheid en hun bezadigheid, het kan voldoende zijn hun een onbeperkte macht te verleen en om, door een spleet in het karakter, de aan de menschelijke natuur eigen gebreken te voorschijn te zien komen.

Onze wetten hebben die waarheden nooit miskend en uit onze instellingen blijkt dat de Belg, achterdochtig jegens het gezag, niet veel voelt voor een onbeperkte of niet nauwkeurig bepaalde macht. Bij artikel 78 der Grondwet, worden de bevoegdheden van den Koning beperkt tot degene die hem uitdrukkelijk door de Grondwet en de wetten worden toegekend en geen akte van de uitvoerende macht is geldig tenzij zij berust op een wet die haar daartoe machtiging verleent. De zoo uitgebreide bevoegdheid van den onderzoeksrechter geldt slechts binnen de door de wetsteksten bepaalde perken en al de hervormingen van de rechtsvordering in strafzaken strekken er alleen toe om die bevoegdheid in te krimpen en ze binnen meer bepaalde perken te begrenzen. En toen onlangs, onder den invloed van een dreigende ramp, de zoogenaamde volmachtwet van 16 Juli 1926 de Regeering gelastte door buitengewone maatregelen 's Lands financieel herstel te bevorderen, werd er voor gezorgd een beperkende opsomming te geven van de nieuwe bevoegdheden die aan de uitvoerende macht werd verleend.

Zoodat de openbare meening, hoe groot haar vertrouwen in den magistraat ook moge wezen, toch zou vreezen dat op zekeren dag, door ongelukkige omstandigheden, de bevoegdheid van den voorzitter der rechtbank, die thans met zooveel wijsheid en voorzichtigheid wordt uitgeoefend, in handen zou kunnen vallen van personen die er een minder schrandere gebruik zouden van maken.

Daarom heeft het Bestendig Comité, de door het ontwerp van de heeren Pouillet en consorten verkozen methode van de hand gewezen en, in artikel II een beperkende opsomming gegeven van de nieuwe bevoegdheden die het voorstelt aan de voorzitters te verleenen : geen enkele bevoegdheid onder degene die, zoowel in Frankrijk als in België, door een meer dan honderdjarige rechtspraak nuttig zijn gebleken, heeft het ten anderen daarbij uitgesloten. Zeker, het is mogelijk dat een of andere onderstelling door het Bestendig Comité niet werd voorzien, maar het is niet wenschelijk dat, om een louter theoretische of op gissingen gegronde leemte aan te vullen, een soort nieuw pretoriaansch recht in het leven wordt geroepen en aan de twistziekte van de pleiters een onbeperkt proefveld wordt geopend.

Het ware ijdel te meenen dat men, met het ontwerp Pouillet, de vrije macht van den voorzitter zou hebben ingetoomd of beperkt door te bepalen dat de, op grond van dat ontwerp door hem gelaste maatregelen « geen nadeel mogen toebrengen aan de rechten eener niet opgeroepen partij ».

Dit schijnt eene wel niet gelukkige formule te zijn. Men ziet vooreerst niet goed in, waarom de rechten van de niet opgeroepen partij eerbiedwaardiger zouden zijn dan die van de opgeroepen partij en men kan zich afvragen of laatstbedoelde rechten onbeschermd blijven en of de voorzitter gemachtigd is ze te schenden.

Maar, wat er ook van zij, de dijk dien men tegen de willekeur van den voorzitter wil opwerpen is louter vormelijk en de eerbied voor de « rechten van de niet opgeroepen partij » verbergt ternauwernood, onder een verleidelijk sophisme, een absolutisme zonder breidel en tegengewicht.

De rechten van de niet opgeroepen partij, zooals overigens de rechten van de opgeroepen partij, zijn nooit absolute rechten. In ons rechtsstelsel zijn de individuele rechten alle door de wet zelf beperkt; zij gelden slechts en worden alleen uitgeoefend binnen de bij de wet bepaalde grenzen. Dat men aan den voorzitter van de rechtbank het recht verleene om alle nuttige maatregelen te nemen en te gelasten, en meteen worden de individuele rechten beperkt binnen de maat van de bevelschriften die de voorzitter nuttig zal achten krachtens de wet te verleenen. Met andere woorden, mits zij regelmatig wezen naar den vorm, zullen die bevelschriften nooit inbreuk maken op een recht, aangezien zij, krachtens de wet zelf voorzien, als eerste wettelijk gevolg zouden hebben de uitoefening te beperken van de rechten waarmede zij in verband zouden komen.

Het ontwerp van de heeren Pouillet en consorten stelt slechts eene enkele beperking aan de volstreckte macht van den voorzitter en dat is : het recht van de benadeelde partij om aan den magistraat zelf die het bevelschrift verleend heeft, te vragen dat hij het zou intrekken of herzien. Het is stellig een waarborg die zijn belang heeft, maar waarvan de waarde niet dient overschat. Die waarde zal verschillen volgens de wijsheid, de bezadigdheid, de gelijkmoedigheid van den magistraat, volgens het gemak waarmede hij de neigingen van zijn eigenlieftde onderdrukkend, de vergissing van een eerste bevelschrift in het openbaar zal kunnen erkennen. Boven dien waarborg, zal men steeds diengente verkiezen die verstrekt wordt door de perken die de wet zelf aan zulke uitgebreide bevoegdheden stelt.

Kortom, de bevoegdheid die het ontwerp aan den voorzitter wil verleenen om op verzoek alle « daden van beheer, van onderzoek, van uitvoering en andere » te gelasten, verre van op een vooruitgang te wijzen in de evolutie van de burgerlijke rechtsoverheid, strekt niet meer of niet minder dan tot het

afschaffen van het meerendeel van de waarborgen die, in den loop der tijden, langzamerhand werden ingevoerd om de rechten der pleiters te vrijwaren.

Immers, de vorderingen zoowel in zake privaatrechtelijke als in zake Staatsrechtelijke instellingen strekten steeds naar dit doel : de willekeur van de menschen door de macht van de wet te vervangen. De vorderingen in zake burgerlijke rechtsvordering in het bijzonder strekken naar het huldigen van het recht van den burger om door de middelen van het gerecht slechts gedwongen te worden in de bij de wet voorziene gevallen en na in zijne verdedigingsmiddelen te zijn gehoord.

Door een verrassende terugwerking, zou de voorgestelde hervorming de burgerlijke rechtsvordering verschillende eeuwen doen achteruitgaan door, boven de macht van de wet, de willekeur van den rechter te verkiezen en door den voorzitter der rechtbanken het recht te geven den rechtsonderhoorige aan dwangmaatregelen te onderwerpen, zonder dat hij zich kon verdedigen.

* .

In verband met de verruiming die het ontwerp van het Bestendig comiteit aan de bevoegdheid van de voorzitters geeft, is het noodig een nieuwen titel in het wetboek van burgerlijke rechtsvordering in te voegen, onder de benaming : « Bevelschriften op verzoek » en er na artikel 906 een reeks nieuwe artikelen in op te nemen.

Zooals hierboven gezegd, doen de Voorzitters thans uitspraak, zonder tegenspraak en op eenvoudig verzoekschrift van de betrokken partij, in de bij de wet aangeduide gevallen en krachtens in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering en in de bijzondere wetten verspreide bepalingen. Dit vormt een eerste reeks bevelschriften waarmede het ontwerp zich niet uitdrukkelijk hoeft bezig te houden en die, onder meer andere, het verlof tot beslag bevat. Het ontwerp van het bestendig comiteit heeft er drie nieuwe reeksen aan toegevoegd.

Bij artikel 906² wordt vooreerst een uiterst belangrijke reeks voorzien : immers aan den voorzitter van de rechtbank, rechter in kort geding, rechtsprekende zoowel volgens de artikelen 11 en 12^{bis} der wet op de bevoegdheid als krachtens de meer uitgebreide bevoegdheid welke artikel 1 van het ontwerp van het bestendig comiteit voorstelt hem te verleenen, wordt toelating verleend om op eenvoudig verzoekschrift uitspraak te doen « als de aangevraagde maatregel zoo dringend of van zulken aard is, dat een bevelschrift in kort geding bezwaarlijk kan worden verleend. »

De rechtspleging in kort geding, hoe doelmatig ook in menig opzicht, mist soms haar doel. Aangezien die rechtspleging op tegenspraak geschiedt, is de tegenpartij steeds bekend met den maatregel dien men voornemens is tegen haar te nemen en het komt voor dat door de dagvaarding in kort geding de aandacht van bedoelde partij wordt gewekt, met het gevolg dat de gelaste maatregel nutteloos wordt of zijn doelmatigheid althans in gevaar wordt gebracht : de houder van een in beslag te nemen voorwerp kan dit doen verdwijnen, de bewaarder van de plaatsen van het geschil kan er een ander uitzicht aan geven.

Het gevaar van die ongewone rechtspleging, welker gebruik alleen door uitzonderingsomstandigheden te wettigen is, wordt verminderd door de rechtspleging van het verzet, waarvan verder sprake zal zijn.

Een enkel soort maatregel wordt bij lid 2 van artikel 906² uitgezonderd : nl. de maatregelen die voor doel hebben mededeeling van papieren of bescheiden

van allen aard te bekomen. Het leek gevaarlijk dergelijke maatregelen te laten bevelen, die een onherstelbaar nadeel kunnen veroorzaken, zonder dat de tegenpartij eerst gehoord werd. Het zou voor een weinig kieschen pleiter al te gemakkelijk zijn om, op een onjuiste of onvolledige uiteenzetting, mededeeling te bekomen van een stuk dat tot bewijs moet strekken tegen de tegenpartij, en aldus een grondregel van onze rechtspleging te schenden, volgens welken *nemo tenetur edere contra se*.

Een derde reeks bevelschriften op verzoek wordt bij artikel 906³ voorzien, ten einde aan de voorzitters in de hoven en rechtbanken en desgevallend, aan de vrederechters toe te laten op verzoekschrift, sommige aanstellingen te doen die thans alleen door het hof of de rechtbank mogen gedaan worden en waartoe de uitspraak van een behoorlijk gelicht en beteekend vonnis, vereischt is.

Een vierde reeks bij artikel 906⁴ ingestelde bevelschriften, maakt de voorzitters van de rechtbanken van eersten aanleg bevoegd om voorloopige maatregelen te gelasten en vergunningen te verleenen in gevallen waarvoor thans vereischt is een op een gelichten beteekend vonnis te beëindigen geding op tegenspraak in te stellen.

Die bevelschriften worden verleend « zonder nadeel aan de zaak ten principale » met dien verstande dat niets gewijzigd wordt aan de bevoegdheid die de gewone rechter hebben zou om ter zelfder zake uitspraak te doen, indien het de partijen behaagde hun eisch door middel van dagvaarding bij hem aan te brengen. De beschikkingen van den gewonen rechter zouden in dit geval gewezen worden, zonder inachtneming van de bevelschriften van den voorzitter.

Bij artikel 906⁵ wordt een maatregel, die krachtens artikel 25 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, reeds voor de vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting geldt, tot al de handelsondernemingen uitgebreid. Dat artikel 25 moet dus ingetrokken worden.

* * *

De rechtspleging van de bevelschriften op verzoek, zooals het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering haar maakte, heeft dat gebrek dat zij niet op tegenspraak is en dat zij den rechter bloot stelt aan vergissing, wanneer de verzoekindieners, door een tendentieuze uiteenzetting, diens goede trouw heeft weten te verschalken. Daarom heeft het Bestendig comitee, hierin de wenken volgend gegeven door het ontwerp van de heeren Pouillet en consorten, een beroep ingesteld tegen die bevelschriften tot welke reeks zij ook behooren, met uitzondering echter voor degene, waarvoor de wet uitdrukkelijk alle rechtsmiddelen heeft afgewezen. (Wet van 15 Augustus 1854, artt. 7, 38, 40, 83; wet van 16 Mei 1900, art. 5; wet van 25 Augustus 1891, art. 8, enz.) of in het bijzonder een rechtsmiddel heeft voorzien.

Verzet staat open voor ieder belanghebbende en het geschiedt bij wijze van kort geding voor den rechter die het bevelschrift verleend heeft. Op dit geding op tegenspraak kan hoogergenoemde rechter zijn bevelschrift intrekken of het herzien. Is die magistraat de vrederechter, zooals het onder meer voorkomt in zake forain-beslag en pandbeslag, dan wordt de zaak bij dagvaarding bij hem aanhangig gemaakt.

Het verzet moet gedaan worden binnen den bij het derde lid van artikel 906⁷ voorzien termijn. Deze kan echter verlengd worden in geval een nieuw stuk

ontdekt wordt dat den rechtstoestand, op grond waarvan het bevelschrift werd verleend, volkomen wijzigt : dit geldt b. v. voor het bevelschrift van inbezitstelling van een algemeenen legataris ; het moet kunnen ingetrokken worden in geval van ontdekking van een later opgemaakt testament waarbij het algemeen legaat herroepen wordt.

De aldus op verzet verleende bevelschriften, zijn niet vatbaar voor hooger beroep. Terwijl zij tegenwoordig voor geen beroep vatbaar zijn, zullen de bevelschriften op verzoek voortaan vatbaar zijn voor verzet ; het kwam overbodig vóór achtereenvolgens twee rechtsmiddelen te laten aanwenden. Het spreekt echter van zelf dat dit niet het geval is voor de bij artikel 906² voorziene bevelschriften in kort geding. Het in dit geval op verzet verleend bevelschrift op tegenspraak blijft vatbaar voor de gewone rechtsmiddelen, daar in dit opzicht niet nieuws wordt voorgesteld.



(8)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

**Sur les pouvoirs des présidents
des tribunaux**

WETSONTWERP

**betreffende de bevoegdheden van
de voorzitters der rechtbanken.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres Législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci après sont insé-
rées dans la loi du 25 mars 1876 sur
la compétence en matière civile :

Art. 11^{bis}. — Dans les cas d'ur-
gence prévus au 2° de l'article précé-
dent, le président du tribunal de pre-
mière instance statue en référé et sans
préjudice au principal sur toutes de-
mandes :

1° de nomination de séquestres de
meubles saisis sur un débiteur ou de
biens dont la propriété ou la posses-
sion fait l'objet d'un litige né ou
imminent;

2° d'expertise aux fins de décrire
des lieux, constater des dommages, en

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast,
in Onzen Naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bie-
den waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

Onderstaande bepalingen worden in
de wet van 25 Maart 1876 op de
bevoegdheid in burgerlijke zaken inge-
voegd :

Art. 11^{bis}. — In de spoedeischede
gevallen die voorzien zijn onder het
2° van het vorig artikel, doet de voor-
zitter van de rechtbank van eersten
aanleg, in kort geding en zonder na-
deel aan de zaak ten principale, uit-
spraak op alle aanvraag :

1° tot benoeming van sequesters
van roerende zaken die bij een schul-
denaar in beslag zijn genomen, of van
goederen waarvan de eigendom of het
bezit het voorwerp uitmaakt van een
bestaand of een verwacht geschil;

2° tot onderzoek door deskundigen
ter fine van plaatsbeschrijving, vast-

rechercher les causes et en faire l'estimation en vue d'un litige né ou imminent ;

3^o d'audition de témoins sur des faits relatifs à une instance pendante, lorsque la déposition ne peut être utilement reçue dans la forme ordinaire. Dans les délais fixés par l'ordonnance, les faits sont préalablement notifiés aux témoins et la partie adverse est sommée d'assister à l'audition qui a lieu dans les formes des articles 262 à 267 du code de procédure civile.

Les témoins sont entendus à huis clos par le président ou par le juge qu'il a commis.

Art. 12^{ter}. — Dans les cas d'urgence prévus à l'article précédent, le président du tribunal de commerce statue en référé et sans préjudice au principal sur toutes demandes :

1^o de nomination de séquestres de meubles saisis sur un débiteur ou de biens dont la propriété ou la possession fait l'objet d'un litige né ou imminent ;

2^o d'expertise aux fins de décrire des lieux, constater des dommages, en rechercher les causes et en faire l'estimation en vue d'un litige né ou imminent ;

3^o d'audition de témoins sur des faits relatifs à une instance pendante, lorsque la déposition ne peut être utilement reçue dans la forme ordinaire. Dans les délais fixés par l'ordonnance, les faits sont préalablement notifiés aux témoins et la partie adverse est sommée d'assister à l'audition qui a

stelling van schade, opsporing der oorzaken en schatting van die schade met het oog op een bestaand of een verwacht geschil ;

3^o tot het hooren van getuigen over feiten in verband met een hangend geding, als de getuigenis bezwaarlijk op de gewone wijze kan afgenomen worden. Binnen de bij het bevelschrift voorziene termijnen wordt aan de getuigen vooraf kennis gegeven van de feiten en wordt de tegenpartij aangemaand aanwezig te zijn bij het verhoor dat gehouden wordt op de bij de artt. 262 tot 267 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bepaalde wijze.

De getuigen worden door den voorzitter of door den door hem aangestelden rechter met gesloten deuren gehoord.

Art. 12^{ter}. — In de spoedeisende gevallen die voorzien zijn bij het vorig artikel, doet de voorzitter van de rechtbank van koophandel in kort geding en zonder nadeel aan de zaak ten principale, uitspraak op alle aanvraag :

1^o tot benoeming van sequesters van roerende zaken die bij een schuldenaar in beslag zijn genomen, of van goederen waarvan de eigendom of het bezit het voorwerp uitmaakt van een bestaand of een verwacht geschil ;

2^o tot onderzoek door deskundigen ter fine van plaatsbeschrijving, vaststelling van schade, opsporing der oorzaken en schatting van die schade, met het oog op een bestaand of verwacht geschil ;

3^o tot het hooren van getuigen over feiten in verband met een hangend geding, als de getuigenis bezwaarlijk op de gewone wijze kan afgenomen worden. Binnen de bij het bevelschrift voorziene termijnen wordt aan de getuigen vooraf kennis gegeven van de feiten en wordt de tegenpartij aange-

lien dans les formes des articles 262 à 267 du code de procédure civile.

Les témoins sont entendus à huis clos par le président ou par le juge qu'il a commis.

ART. 2.

Les dispositions ci-après sont insérées au code de procédure civile où elles forment le titre XIII du livre premier de la deuxième partie, sous l'intitulé « Des ordonnances sur requête ».

Art. 906². — Dans les cas prévus aux articles 11, 11bis, 12bis et 12ter de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile, les présidents de tribunaux de première instance et de commerce statuent sur requête, lorsque l'urgence ou la nature de la mesure sollicitée sont telles qu'une ordonnance de référé ne puisse être utilement délivrée.

Ils ne peuvent ordonner ainsi aucune mesure qui vise à rechercher ou à déposer en mains tierces des écrits ou documents, les titres au porteur exceptés.

Les ordonnances désignent les personnes auxquelles elles seront signifiées par un huissier commis. Elles doivent être exécutées dans les trois mois de leur date à peine d'être non avenues.

Art. 906³. — Les présidents des cours et tribunaux et, suivant les cas, les juges de paix nomment sur requête tous magistrats, notaires, huissiers, experts, interprètes, sequestres et agents de change qu'une décision de leur juridiction a omis de

maand aanwezig te zijn bij het verhoor dat gehouden wordt op de bij de artt. 262 tot 267 van het Wetboek van burgerlijke rechtvordering bepaalde wijze.

De getuigen worden door den voorzitter of door den door hem aangestelden rechter met gesloten deuren gehoord.

ART. 2.

De volgende bepalingen worden in het Wetboek van burgerlijke rechtvordering ingevoegd als Titel XIII van Boek I van Deel II, onder den titel « De bevelschriften op verzoek ».

Art. 906². — In de gevallen die bij de artt. 11, 11bis, 12bis en 12ter der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken zijn voorzien, doen de voorzitters van de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel uitspraak op verzoek als de aangevraagde maatregel zoo dringend of van zulken aard is, dat een bevelschrift in kort geding bezwaarlijk kan worden verleend.

Zoo kunnen zij geen enkelen maatregel gelasten die ten doel heeft geschriften of bescheiden, buiten de titels aan toonder, op te zoeken of ter bewaring te geven in handen van derden.

De bevelschriften duiden de personen aan, aan wie zij door een aangestelden deurwaarder zullen beteekend worden. Zij moeten worden ten uitvoer gelegd binnen drie maanden na hun datum, op straffe als niet bestaande beschouwd te worden.

Art. 906³. — De voorzitters van de hoven en rechtbanken en, volgens de gevallen, de vrederechters stellen, op verzoek, alle rechters, notarissen, deurwaarders, deskundigen, tolken, sequesters en wisselagenten aan, die een beslissing van hun jurisdictie ver-

désigner. Ils remplacent ceux qui, ayant été commis, sont empêchés ou décédés.

Art. 906⁴. — Le président du tribunal de première instance, statuant sur requête et sans préjudice au principal :

1° autorise la vente des meubles délaissés ou abandonnés, quand il est établi qu'ils sont de minime valeur ;

2° autorise la vente des effets saisis en un autre lieu, conformément à l'article 617 du code de procédure civile ;

3° désigne aux biens indivis un administrateur provisoire chargé de faire durant le délai que fixe l'ordonnance les actes à la fois urgents et de simple administration ;

4° désigne aux associations et aux sociétés civiles, en cas de décès, d'incapacité légale ou d'empêchement du gérant et si les statuts n'y ont dûment pourvu, un administrateur provisoire chargé de faire les actes à la fois urgents et de simple administration ;

5° ordonne, en cas d'urgence, toutes mesures nécessaires à la conservation des droits de ceux qui ne peuvent y pourvoir.

Art. 906⁵. — Le président du tribunal de première instance délivre des parères attestant l'existence et la légalité en la forme des actes des magistrats ou des officiers ministériels de son ressort.

Art. 906⁶. — Le président du tribunal de commerce, statuant sur requête, désigne dans le cas de décès

zuimd heeft aan te duiden. Zij voorzien in de vervanging van hen die, nadat zij werden aangesteld, verhinderd of overleden zijn.

Art. 906⁴. — De voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg, rechtsprekende op verzoek en zonder nadeel aan de zaak ten principale :

1° verleent machtiging tot den verkoop van de achtergelaten of verlaten roerende zaken, wanneer is gebleken dat zij een geringe waarde hebben ;

2° verleent machtiging tot den verkoop, overeenkomstig artikel 617 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, van de in een andere plaats in beslag genomen goederen ;

3° duidt voor de onverdeelde goederen een voorloopigen bewindvoerder aan die, gedurende den door het bevelschrift bepaalden termijn, belast is met de handelingen van dagelijksch bestuur, die spoed eischen ;

4° duidt voor de burgerlijke vereenigingen en de burgerlijke maatschappijen, in geval van overlijden, wettelijke onbevoegdheid of verhindering van den beheerder en indien door de statuten daarin niet behoorlijk is voorzien, een voorloopigen bewindvoerder aan, die belast is met de handelingen van dagelijksch bestuur, die spoed eischen ;

5° gelast, in spoedeisende gevallen, alle noodige maatregelen tot bewaring van de rechten van hen, die daarin niet kunnen voorzien.

Art. 906⁵. — De voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg verstrekt attesten, waaruit het bestaan en de wettelijkheid naar den vorm blijken van de akten der magistraten of der ministerieele ambtenaren van zijn rechtsgebied.

Art. 906⁶. — De voorzitter van de rechtbank van koophandel, rechtsprekende op verzoek, duidt in geval van

d'incapacité légale ou d'empêchement du gérant d'une entreprise commerciale, s'il n'y a été dûment pourvu, un administrateur provisoire chargé de faire les actes à la fois urgents et de simple administration durant le délai qui fixe l'ordonnance et qui ne peut excéder un mois.

Art. 906⁷. — A défaut de dispositions expresses et contraires de la loi, les ordonnances sur requête peuvent être retractées ou revisées par les magistrats qui les ont rendues sur l'opposition de tout intéressé portée devant eux par la voie du référé, ou, devant le juge de paix, par voie de citation.

Elles ne sont sujettes à aucun autre recours.

L'opposition n'est recevable que dans les dix jours à partir de l'acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution de l'ordonnance a été connue de la partie opposante.

Toutefois, si depuis l'ordonnance il a été recouvré une pièce telle que, si elle avait été révélée, l'ordonnance n'eût pas été rendue, le délai de dix jours ne courra qu'à partir du jour où la partie opposante aura eu connaissance de cette découverte.

Les ordonnances sur requête sont exécutoires par provision nonobstant tout recours et sans caution si le juge n'a ordonné qu'il en soit fourni.

Dans les cas d'absolue nécessité, le juge peut ordonner l'exécution de son ordonnance sur la minute et avant enregistrement.

Art. 906⁸. — Les ordonnances qui statuent sur l'opposition à une ordonnance sur requête ne sont susceptibles d'appel que lorsque l'ordonnance sur

overlijden, wettelijke onbevoegdheid of verhindering van den zaakvoerder eener handelsonderneming, indien daarin niet behoorlijk werd voorzien, een voorloopigen bewindvoerder aan, die gedurende den bij het bevelschrift bepaalden termijn, die niet langer dan één mand mag duren, belast is met de handelingen van dagelijksch bestuur welke spoed eischen.

Art. 906⁷. — Bij gebreke aan uitdrukkelijke en strijdige bepalingen der wet, kunnen de bevelschriften op verzoek, door de magistraten die ze hebben verleend ingetrokken of herzien worden op verzet van elken betrokkene, vóór hen door het middel van het kort geding, of, vóór den vrederechter bij dagvaarding aangebracht.

Zij zijn voor geen ander beroep vatbaar.

Het verzet is slechts ontvankelijk binnen tien dagen te rekenen van de handeling waaruit noodzakelijk blijkt dat de in verzet gaande partij kennis had van de tenuitvoerlegging van het bevelschrift.

Nochtans, indien na het bevelschrift zulk een stuk aan het licht komt dat, was het gekend geweest, het bevelschrift niet zou zijn verleend, gaat de termijn van tien dagen eerst in op den dag waarop de verzetdoende partij van deze ontdekking kennis had.

De bevelschriften op verzoek zijn uitvoerbaar bij voorraad nietlegendaar alle beroep en zonder borg, indien de rechter niet heeft gelast dat een borg moet worden gesteld.

In gevallen van volstreekte noodzakelijkheid kan de rechter de tenuitvoerlegging van zijn bevelschrift gelasten op de minuut en vóór het is geregistreerd.

Art. 906⁸. — Van de bevelschriften, waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzet tegen een bevelschrift op verzoek, kan slechts in beroep

requête a été rendue en vertu de l'article 906².

Art. 906². — L'action en rétractation d'une ordonnance et l'action en mainlevée de la mesure prescrite ne peuvent être cumulées.

Le demandeur en mainlevée n'est plus recevable à agir en rétractation.

La justification de la mesure ordonnée incombe, en tout cas, à celui qui l'a requise.

ART. 3.

La présente loi est applicable aux procédures en cours.

ART. 4.

L'article 25 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales modifiées par la loi du 30 octobre 1919, est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1928.

worden gegaan wanneer het bevelschrift op verzoek verleend werd krachtens artikel 906².

Art. 906². — De vordering tot intrekking van een bevelschrift en de vordering tot opheffing van den voorgeschreven maatregel kunnen niet samengaan.

De eischer tot opheffing kan geen vordering tot intrekking meer instellen.

De verantwoording van den gelasenden maatregel berust in elk geval bij hem die den maatregel gevorderd heeft.

ART. 3.

Deze wet is toepasselijk op de reeds aangevangen gedingen.

ART. 4.

Artikel 25 der samengeorde nde wetten op de handelsvennootschappen, bij de wet van 30 October 1919 gewijzigd, is afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 5 Maart 1928.

ALBERT

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON

